

Rompre avec la croissance, remettre le monde à l'endroit

Louis Marion

Numéro 765, juin 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69302ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marion, L. (2013). Rompre avec la croissance, remettre le monde à l'endroit. *Relations*, (765), 13–16.

Rompre avec la croissance, remettre le monde à l'endroit

Sans proposer un projet politique défini, les mouvements pour la décroissance partagent un horizon commun : celui d'une société plus écologique et plus juste, libérée de l'idéologie de la croissance et du capitalisme technicien.

LOUIS MARION

Plutôt qu'un concept scientifique, la décroissance, c'est le cri de ralliement de divers courants de pensée politique et écologique radicaux qui sont critiques du mode de reproduction matériel actuel de la société et qui tentent de penser une alternative et une transition vers un monde plus écologique et plus juste.

En tant qu'horizon politique, la décroissance réfère à un ensemble d'idées et de valeurs permettant de fonder des pratiques émancipatrices ciblant les problèmes essentiels

qu'affronte l'humanité, c'est-à-dire les crises écologiques et sociales causées par notre mode et notre échelle de production ainsi que par notre consommation croissante de ressources limitées et fragiles.

Face à la crise sociale, anthropologique et environnementale provoquée par les nuisances du capitalisme, du productivisme et des révolutions industrielles, la décroissance ne cherche pas à réconcilier l'économie capitaliste et l'écologie, ni la justice sociale avec l'efficacité. Il ne s'agit plus de faire des compromis avec l'économie, de justifier la pollution en fixant des taux acceptables, mais plutôt d'abolir à la racine la logique d'une civilisation économiciste qui s'acharne à reproduire ses déchets industriels.

Les objecteurs de croissance ne visent pas la récession ; ils remettent en question la place qu'occupe l'économie en tant que représentation idéologique dominante qui légitime son autonomie désastreuse par rapport à la société, détachée des besoins réels et de toute responsabilité normative et collective. Quand les marchés non imputables parlent, tous doivent se taire et obéir religieusement aux diktats des affaires. Serge Latouche parle ainsi d'« a-croissance » avec le *a* privatif pour expliquer que les objecteurs sont des athées de la croissance ; ils ne veulent pas tout faire décroître, mais ils répudient ce dogme selon lequel la croissance du PIB est la solution à tous nos problèmes. Ils rejettent l'imaginaire social qui cautionne cette tutelle de la logique marchande et technologique sur l'ensemble de la société. Il s'agit d'une émancipation vis-à-vis de la logique économique productiviste et son idéologie de la croissance, du toujours plus, comprise à tort par certains économistes comme condition *sine qua non* du bonheur collectif.

Les idées que prônent aujourd'hui les objecteurs de croissance trouvent leur origine dans plusieurs disciplines et chez plusieurs auteurs des XIX^e et XX^e siècles.

Au XIX^e siècle, certains penseurs s'inquiètent déjà des conséquences d'une croissance infinie et des dangers du développement industriel, notamment le socialiste ukrainien Sergei Podolinski. D'autres, comme le géographe allemand Ernst Friedrich, ont réfléchi au problème du pillage des ressources finies, alors que certains, pensons à l'écrivain, poète et peintre préraphaélite britannique William Morris, faisaient déjà à cette époque une critique de l'idéologie du progrès technique.

Au XX^e siècle, l'écologie radicale et la critique philosophique de la technique deviennent d'importants affluents théoriques à ce qui se nomme aujourd'hui la décroissance. Mentionnons ici le travail d'André Gorz, qui a renouvelé l'écologie politique en France, ou encore celui de Jacques

L'auteur est philosophe, essayiste, conférencier et membre de plusieurs collectifs, dont le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale et le Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQAM



Raphaëlle de Groot, Collections (fragment Premier soir chez une gardienne), 2012

Ellul et d'Ivan Illich, qui ont fait une solide critique de la technologie, parmi bien d'autres qui arment théoriquement les objecteurs de croissance contemporains contre les nuisances du productivisme et les mettent en garde contre les sirènes du développement durable. À cet égard, le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance¹, publié en 1972, marque un autre jalon important.

En somme, la décroissance n'est pas la chasse gardée d'une spécialité académique, puisque ses sources appartiennent à la fois à la physique, à la géographie, à l'économie, à l'écologie, à la philosophie et à la sociologie.

UN HORIZON POLITIQUE

Devant la fragilité du monde accentuée par la croissance des échanges marchands, les objecteurs de croissance proposent de réduire l'impact de l'activité humaine sur la biosphère. Ils veulent faire décroître notre pression sur les écosystèmes en vue de garantir l'équilibre et la possibilité, à long terme, de la vie humaine sur Terre.

Pour ce mouvement, ce sont avant tout les inégalités sociales et notre empreinte écologique qu'il s'agit de faire décroître, afin d'éviter l'accélération d'une décroissance déjà en marche et aux terribles conséquences: celle de la biodiversité, de la fertilité des sols et de la banquise arctique, entre autres.

Dans cette optique, le « projet » politique des objecteurs de croissance vise une relocalisation de la production matérielle. Il s'agit de développer des sources d'énergie propre, des infrastructures écologiques et des circuits de production, de distribution et de consommation courts, c'est-à-dire qui n'exigent pas de longs transports et une utilisation abusive d'énergie. Par exemple, en favorisant la souveraineté alimentaire plutôt que la dépendance aux produits importés, on dynamise les circuits courts. Une telle pratique permet de diminuer notre empreinte écologique parce qu'elle renonce à une multitude d'étapes intermédiaires énergivores entre la production et la consommation des produits de la terre.

Il ne s'agit pas de culpabiliser le consommateur, mais de choisir d'autres règles que la surproduction et la surconsommation qu'exige le capitalisme: construire une société où l'on ne se demande pas seulement *qui produit et comment on produit*, mais *qu'est-ce qui vaut la peine d'être produit*, une société où la marque de notre voiture, de nos vêtements ou de notre téléphone portable ne sont pas des caractéristiques définissant notre identité.

Parmi les alternatives que les objecteurs souhaitent instaurer à la place de l'économie actuelle, il y a, pour les échanges, l'utilisation de monnaies locales que l'on ne pourrait thésauriser et qui pourraient servir à échanger des biens produits localement et faits pour être réparables

Le mouvement de la décroissance au Québec

SERGE MONGEAU

Depuis quelques années déjà on parle de décroissance en France. Au Québec, le concept a intéressé quelques personnes, notamment au sein de la mouvance de la simplicité volontaire, qui ont décidé de former un groupe de réflexion pour ensuite prendre position publiquement sur le sujet. C'est en 2007, après un peu plus d'un an de travail, qu'a été rendu public le *Manifeste pour une décroissance conviviale*. Évidemment, les discussions du groupe s'alimentaient des nombreux textes qui arrivaient de France. Dans la foulée de la publication du *Manifeste* est né le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC), qui s'est donné deux principaux objectifs: d'une part, « provoquer dans la population du Québec la prise de conscience de l'impossibilité de poursuivre la croissance économique » et, d'autre part, « travailler à la mise en place d'une société équitable, autonome, solidaire et frugale ». Depuis sa fondation, le MQDC est animé par un collectif d'une dizaine de personnes

et compte une liste de 700 sympathisants, qui reçoivent chaque semaine une infolettre électronique. Un petit groupe existe aussi à Québec, qui fournit à ses membres des occasions de réflexion, notamment par le biais d'un site Web bien alimenté en textes divers.

Afin de poursuivre son objectif de sensibilisation à la nécessité d'abandonner l'idée d'une croissance économique continue qui mène à l'impasse, le mouvement a par ailleurs mis sur pied un journal trimestriel, *L'Objecteur de croissance*. Ce journal, qui vient d'achever sa courte vie, sera remplacé par le blogue <wolesmoteurs.net>, un projet né d'une collaboration avec le Réseau québécois pour la simplicité volontaire et le Réseau Transition Québec. Le MQDC a aussi organisé quelques manifestations pour dénoncer des événements et des projets qui incarnent bien la société de consommation et le capitalisme sauvage: le Grand Prix de Formule 1 de Montréal et le Plan Nord de Jean Charest. À cela s'ajoutent des projections de films, des clubs de lecture, des conférences, etc. Le mouvement est aussi souvent sollicité pour des conférences dans les cégeps et ailleurs.

En parallèle, et en collaboration avec des membres du MQDC, des colloques universitaires ont également été organisés pour approfondir la réflexion sur la décroissance: l'un aux HEC, en mai 2009, sur les différences entre décroissance et développement durable¹; l'autre, en mai 2012, en

et recyclables en utilisant une énergie propre et renouvelable. Mais l'objectif n'est pas d'avoir de l'énergie propre pour continuer de produire des choses « sales ». Il s'agit de préparer la décroissance des forces productives industrielles au profit de l'autoproduction et du partage de biens durables, réparables et recyclables.

Les objecteurs militent pour le remplacement de l'automobile par le transport actif (marche, vélo, etc.) ou en com-

Pour ce mouvement, ce sont avant tout les inégalités sociales et notre empreinte écologique qu'il s'agit de faire décroître, afin d'éviter l'accélération d'une décroissance déjà en marche et aux terribles conséquences.

mun, pour la permaculture urbaine, la gratuité des services publics et la possibilité de ne plus dépendre de la grande industrie pour l'approvisionnement énergétique, grâce à l'installation de petites éoliennes, par exemple. Pour respecter les contraintes liées aux gaz à effet de serre dans notre atmosphère, il s'agit aussi d'utiliser des ressources renouvelables et d'adopter d'autres mesures de bons sens

1. *The Limits to Growth*, aussi appelé « Rapport Meadows », a été traduit en français sous le titre *Halte à la croissance?*

2. S. Latouche, « La décroissance : un projet politique », *Entropia*, n° 1, 2006.

collaboration avec les quatre universités de Montréal, avait pour thème « la décroissance dans les Amériques ». En mai dernier, encore aux HEC, a eu lieu un troisième colloque, celui-ci sur l'utilisation des richesses collectives au Québec. Dès septembre prochain, un cours de niveau maîtrise sur la décroissance sera offert aux étudiants des HEC.

Pour atteindre son second objectif, la mise en place d'une société « équitable, autonome, solidaire et frugale », le MQDC est à la recherche de moyens pour favoriser une certaine désurbanisation. Et pour aider concrètement à la naissance d'alternatives communautaires, il a contribué au lancement du mouvement des villes en transition au Québec².

Si le changement social se fait par en bas, il se fait aussi par l'action politique. En France, l'idée d'intervenir sur le plan politique ne remporte pas l'adhésion de tous les partisans de la décroissance. Certains préconisent la formation d'un Parti de la décroissance, d'autres s'y opposent sans pour autant nier l'importance de l'action politique. Au Québec, quelques membres du MQDC ont décidé de s'impliquer dans Québec solidaire pour y faire cheminer l'idée

1. Les actes de ce colloque ont été publiés sous le titre *Décroissance versus développement durable*, sous la direction d'Yves-Marie Abraham, Louis Marion et Hervé Philippe, Montréal, Écosociété, 2011.

2. Lire I. Séguin Aubé, « Le mouvement des villes en transition », *Relations*, n° 741, juin 2010.

du même type, pourtant si difficiles à mettre en œuvre aujourd'hui sous l'hégémonie des critères économiques capitalistes.

La gauche sociale-démocrate est également critiquée et remise en question par les objecteurs de croissance, principalement parce qu'elle ne rejette pas forcément l'idéologie de la croissance et du progrès technique. Comme l'exprime Serge Latouche : « Remettre en cause la société de croissance implique de remettre en cause le capitalisme tandis que l'inverse ne va pas de soi² ». Entrer dans une logique de décroissance implique en effet la décroissance des forces productives, ce qui est forcément contraire à la logique du capitalisme. En revanche, on peut chercher à obtenir un contrôle collectif des moyens de production sans réfléchir à la nocivité de l'appareil de production lui-même, ce qui ne cadre pas dans la logique de la décroissance.

Bon nombre d'arguments des objecteurs de croissance s'articulent ainsi autour de la critique du développement durable. L'application de solutions techniques à nos grands problèmes industriels a en effet ses limites, « puisqu'on aura beau avoir un appareil productif moins polluant et moins consommateur de ressources, si la production et la consommation continuent de croître – comme c'est le cas lorsqu'il y a croissance –, le système continue globalement à être de plus en plus néfaste pour l'environnement », comme l'expliquait Stéphane Lavignotte dans un entretien

de la décroissance. Ils ont profité de l'ouverture de ce parti aux « clubs politiques » et ont formé le Collectif décroissance conviviale, qui, sans liens formels avec le MQDC, travaille à la diffusion dans le parti de l'idée de la décroissance. Le programme de Québec solidaire, issu d'un long processus démocratique, montre bien que cette idée y fait son chemin : « La croissance économique doit cesser d'être considérée comme un objectif en soi. Tout en favorisant un développement qui permet d'améliorer le bien-être collectif et d'assurer le plein respect des droits de toutes et de tous, Québec solidaire prendra des mesures immédiates d'ordre juridique, réglementaire, fiscal ou autres pour décourager la surproduction, la surconsommation, le surendettement et toute autre activité non viable à long terme. En ce sens, nous accorderons moins d'importance à l'indicateur du Produit intérieur brut (PIB) et valoriserons des indicateurs alternatifs tenant compte des externalités sociales et environnementales causées par l'activité économique. »

Partout dans le monde, de plus en plus de gens reconnaissent la nécessité de remettre en question la croissance économique et le système productiviste à sa base. Le changement de paradigme qui s'impose ne surviendra pas du jour au lendemain ; le MQDC entend bien continuer à s'impliquer dans la recherche des moyens les plus adéquats pour mener à bien cette transition.

accordé à la *Revue internationale des livres et des idées*, en mai 2010. Dans un système qui reproduit la croissance, ce que l'on gagne avec l'efficacité technique est aussitôt perdu avec l'augmentation de la consommation globale. Par exemple, la voiture économe en essence permet de s'en servir plus souvent ou d'aller plus loin et, au final, il n'y a pas de gain dans l'économie d'énergie.

QUELS MOYENS POLITIQUES?

Dans ce contexte, peut-on identifier les moyens d'action nécessaires à une transition sociale vers un mode de vie soutenable à long terme pour les écosystèmes dans leur

qui tous souhaitent remettre en question la folie du toujours plus et l'emprise démesurée du système économique. Bref, ils s'entendent sur la nécessité de questionner la valeur des normes et des institutions qui structurent et conditionnent nos manières de vivre, de travailler, de parler, de manger, etc., mais beaucoup moins sur le statut qu'il faut donner à l'État, à l'économie et au travail dans ce changement civilisationnel nécessaire à la reconnaissance des limites et de la contingence fragile du monde.

Malgré ces divergences, une certaine approche pragmatique s'est imposée chez plusieurs militants qui, d'une manière générale, conçoivent leur engagement comme appartenant à trois dimensions de la reproduction sociale: la sphère privée, où il s'agit de suivre les conseils des «sages»

et de pratiquer la simplicité volontaire pour ne pas se rendre esclave des choses ni de l'envie suscitée par une société consumériste; la sphère collective, où il s'agit d'organiser des alternatives concrètes (mouvement des villes en transition, permaculture urbaine, etc.); et la sphère étatique, où il s'agit de prendre le pouvoir, de l'influencer ou de le déconstruire d'une manière non violente.

Cette diversité des approches est d'autant plus grande que la décroissance est un mouvement international qui possède des adeptes et des penseurs dans plusieurs pays. Mais peu importe le lieu ou la langue, il s'agit toujours en définitive de s'émanciper vis-à-vis de l'imaginaire économique dominant de la croissance quantitative des biens et services marchands, encore considérée socialement presque partout comme la condition nécessaire à la satisfaction des besoins humains et à la réalisation de la justice.

À l'ère de la mondialisation des problèmes sociaux et écologiques, le moment semble donc venu de commencer à juger notre histoire et le progrès lui-même, pour reconnaître avant qu'il ne soit trop tard les conséquences aujourd'hui néfastes de nos anciennes réussites. L'Occident n'a pas eu raison sur tout et doit désormais abandonner certaines de ses croyances concernant un progrès technique illimité, qui serait nécessairement émancipateur, pour laisser les peuples exister librement. Car il n'y a plus d'avenir dans la nuit sans étoiles de la dévastation économique infinie. Il n'y a plus que l'appauvrissement du monde par la technologie et l'économie marchande. ●



Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Entrepôt 1), 2012

diversité? Les objecteurs de croissance (du moins dans le monde francophone) semblent partager une critique radicale de la société actuelle et ont plusieurs idées pour l'organisation écologique solidaire, mais les moyens politiques de cette transition trouvent encore difficilement leur condition sociale de réalisation, et ce, malgré la crise. C'est pourquoi il y a toujours débat sur les moyens. Certains misent sur le caractère «pédagogique» des catastrophes naturelles pour ramener l'être humain à plus d'humilité et de simplicité. D'autres pensent qu'il est temps de fonder des partis politiques «décroissantistes», d'autres encore que la décroissance ne peut être une initiative de l'État imposée «par en haut». Le spectre est donc large: il y a des républicains, des humanistes, des écosocialistes, des anarchistes